

**Accord-cadre**

**Fourniture à la Bibliothèque publique d'information de périodiques sous forme papier**

**CCAP N°2025 D du 5 mars 2025**

**Cahier des clauses administratives particulières**

## Tableau récapitulatif des articles du CCAP

<b>Article 1 :</b>	Objet de l'accord-cadre
<b>Article 2 :</b>	Documents contractuels et procédure de passation
<b>Article 3 :</b>	Représentation des parties
<b>Article 4 :</b>	Cotraitance
<b>Article 5 :</b>	Modalités d'exécution des prestations
<b>Article 6 :</b>	Modalités financières
<b>Article 7 :</b>	Pénalités
<b>Article 8 :</b>	Retenue de garantie
<b>Article 9 :</b>	Nantissement / Cession
<b>Article 10 :</b>	Résiliation
<b>Article 11 :</b>	Clause de réexamen, avenant
<b>Article 12 :</b>	Législations applicables / litiges
<b>Article 13 :</b>	Dérogations au CCAG

## **ARTICLE 1 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE**

### **1.1 Objet de l'accord-cadre**

Le présent accord-cadre exécuté sous forme de bons de commande a pour objet la fourniture à la Bibliothèque publique d'information (Bpi) de périodiques publiés en France et à l'étranger, sous forme papier, à destination du public ou du personnel de la Bpi.

### **1.2 Caractéristiques principales**

#### **Définition :**

Par périodiques, il est entendu toute publication en série référencée par un numéro d'ISSN (acquis ou en cours) paraissant en fascicules ou volumes successifs pendant une durée non limitée à l'avance et selon une périodicité connue ou non, acquise par abonnement, à l'exclusion :

- des suites (ensemble de monographies portant sur un domaine précis et dont la parution, irrégulière, s'étale sur un temps déterminé à l'avance) ;
- des ouvrages à commande permanente.

Ne relèvent pas du présent accord-cadre :

- les abonnements à des périodiques en version électronique, disponibles en texte intégral sur internet, par reconnaissance des adresses IP de la bibliothèque ou par intégration des identifiants à l'adresse de connexion

La fourniture des périodiques sous forme imprimée s'inscrit dans le cadre :

- soit de la reprise, puis du renouvellement d'abonnements,
- soit de la souscription de nouveaux abonnements,
- ou de la livraison exceptionnelle de numéros isolés (hors abonnement).

L'accord-cadre comprend l'organisation de la livraison des périodiques au fur et à mesure de leur parution aux services de la Bpi.

Il inclut l'ensemble des prestations nécessaires au traitement des commandes et à la gestion des abonnements, notamment les opérations de recherche de titres auprès des éditeurs et distributeurs, la souscription des abonnements et la gestion des réclamations formulées par les services de la Bpi.

### **1.3 Forme de l'accord-cadre**

Le présent contrat constitue un accord cadre mono-attributaire au sens de l'article L2125-1 du code de la commande publique. Il donne lieu à la passation de bons de commandes dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

### **1.4 Allotissement**

L'accord-cadre est décomposé en 4 lots :

**Lot N°1** : Périodiques imprimés, publiés en France et destinés au public, et relevant de la presse généraliste,

**Lot N°2** : Périodiques imprimés spécialisés, publiés en France et destinés au public, à l'exclusion des titres de presse généraliste,

**Lot N°3** : Périodiques imprimés publiés à l'étranger à destination du public,

**Lot N°4** : Périodiques publiés en France ou à l'étranger destinés aux services internes de la bibliothèque.

Compte tenu de l'allotissement, le mode de dévolution retenu est celui des marchés séparés avec la possibilité de soumissionner pour un, plusieurs lots ou la totalité des lots.

## **ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS ET PROCEDURE DE PASSATION**

La procédure de passation est celle de l'appel d'offres ouvert en application des articles R2161-2 et suivants du code de la commande publique, ainsi que de toutes les dispositions dudit code relatives à l'appel d'offres ouvert.

La prestation correspond au code CPV 22212000-9 Périodiques.

Les documents contractuels le régissant sont par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement et son annexe « Taux et délais de traitement »,
- le présent cahier des clauses particulières (CCAP),
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes,
- l'état complet des abonnements établi annuellement,
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services,
- les grilles de réponse,
- le mémoire technique du titulaire.

En cas de contradiction ou de différence entre ces divers documents, ceux-ci prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés.

Les exemplaires originaux uniques, cités ci-dessus, détenus par l'administration font seuls foi.

### **Forme des notifications et informations**

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur sont faites soit par courriel à l'adresse indiquée par le titulaire, soit au moyen d'un échange d'informations électronique via la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE), ou tout autre profil d'acheteur utilisé par la Bpi. Les parties déclarent que le courriel et les échanges d'informations électroniques auront la même valeur que l'écrit dans leurs relations contractuelles.

Sauf preuve contraire, les dates et heures d'émission et de réception des courriels figurant sur les équipements informatiques de la Bpi feront foi entre les parties.

En cas de changement d'adresse de messagerie, le titulaire doit en informer le représentant du pouvoir adjudicateur. La Bpi est soumise à la même obligation en cas de changement de son profil acheteur.

A titre subsidiaire, l'acheteur a également la faculté de procéder à des notifications par courrier simple ou courrier recommandé avec accusé réception ou remise sur place contre récépissé.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, la seule offre financière contractuellement valide est celle remplie par le candidat dans l'annexe à l'acte d'engagement. Aucune valeur contractuelle ne sera reconnue à tout autre document à caractère financier figurant dans l'offre du titulaire.

## **ARTICLE 3 : REPRESENTATION DES PARTIES**

### **3.1 Représentation de l'acheteur**

En application des dispositions de l'article 3.3 du CCAG, la directrice de la Bpi, représentante de l'acheteur est habilitée à émettre toutes les décisions au titre du présent accord-cadre.. Ses coordonnées sont indiquées dans l'acte d'engagement. En vertu des délégations qu'elle a consenties, elle a délégué sa signature à la directrice adjointe et au secrétaire général de la Bpi.

Les personnes chargées de la constatation du service fait, habilitées à suivre et à contrôler l'exécution des prestations réalisées dans le cadre de l'accord-cadre sont M. Descharrières, Chef du service Périodiques (tel 01 44 78 44 58, mail : [benoit.descharrieres@bpi.fr](mailto:benoit.descharrieres@bpi.fr) ) pour l'ensemble des lots ainsi que toute autre personne désignée en remplacement par la directrice de la Bpi.

### 3.2 Représentant du titulaire

En application des dispositions de l'article 3.4 du CCAG, dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du représentant de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du contrat. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au représentant du pouvoir adjudicateur, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article 3.4.2 du CCAG, le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant de l'acheteur les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et pouvant influencer sur son déroulement.

Le titulaire doit également notifier sans délai les jugements de redressement ou liquidation judiciaire, toute procédure de sauvegarde, de déclaration de cessation de paiement, d'ouverture d'une procédure collective ou toute mesure d'interdiction de concourir à un marché public prise à son encontre.

### **ARTICLE 4 : COTRAITANCE**

Il est fait application de l'article 3.5 du CCAG.

En cas de groupement conjoint, la Bpi exige que le mandataire soit solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de l'acheteur jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

En cas de groupement, si l'une quelconque des entreprises composant le groupement ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent, elle est dite "défaillante". Si l'une des entreprises autre que le mandataire est défaillante, la Bpi la mettra en demeure de satisfaire à ses obligations, dans un délai qu'elle précise. Cette mise en demeure produit de plein droit effet à l'égard du mandataire, sans qu'il soit besoin d'une mention expresse. Le mandataire dispose d'un délai de 8 jours civils à compter du délai imparti à l'entreprise défaillante pour se substituer à elle si la mise en demeure est restée sans effet.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours civils à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

### **ARTICLE 5 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les prestations sont exécutées conformément aux stipulations fixées au CCTP. Les stipulations fixées ci-après, à caractère complémentaire ne se substituent pas audit CCTP.

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des résultats attendus par l'acheteur, en avoir apprécié la nature et l'importance et être parfaitement capable de les satisfaire.

#### 5.1 Obligation générale du titulaire

Le titulaire est responsable de la définition et de la coordination des moyens mis en œuvre, du respect des dispositifs méthodologiques, des processus de réalisation, de la conduite de projet.

#### 5.2 Respect des normes

Les modalités techniques d'exécution des prestations sont conformes aux normes homologuées européennes, ou à défaut nationales ou bien encore applicables en France en vertu d'accords internationaux.

L'acheteur se réserve le droit, à tout moment, de demander au titulaire la preuve que les prestations proposées sont conformes aux prescriptions édictées par lesdites normes.

### 5.3 Protection de l'environnement

Le titulaire s'engage à respecter la législation française concernant la protection de l'environnement et la prévention de la pollution.

Par dérogation à l'article 7.2 du CCAG, en cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de respecter les modifications demandées par le pouvoir adjudicateur pour se conformer à la réglementation en vigueur. Les nouvelles obligations s'imposent alors au titulaire, dès notification de l'ordre de service correspondant, sans qu'il soit signé un avenant sauf en cas d'incidence financière justifiée par le titulaire qui devra informer le pouvoir adjudicateur lorsque la nouvelle réglementation aura été mise en œuvre pour l'accord-cadre.

### 5.4 Confidentialité, obligation de discrétion professionnelle

Chaque partie s'engage à observer la plus grande discrétion sur toutes les informations en provenance de l'autre partie, quelle qu'en soit la nature (code d'accès, droit de protection, formule, procédé, tour de main, information particulière) et ce tant à l'égard des tiers qu'à l'égard des membres de son personnel non appelés à les utiliser ou à en avoir connaissance.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux informations qu'il est d'usage courant de communiquer à la clientèle, ni à celles qui sont déjà connues du public.

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, a reçu communication à titre confidentiel de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation de la personne publique, être communiqués à d'autres personnes étrangères à l'exécution de l'accord-cadre. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de l'accord-cadre.

De ce fait, le titulaire s'engage à informer son personnel ou les éventuels sous-traitants qu'ils sont astreints à observer toutes les obligations relatives au secret professionnel concernant les informations et les documents dont ils ont eu connaissance lors de l'exécution du présent accord-cadre.

### 5.5 Protection des données à caractère personnel

Le présent article déroge à l'article 5.2 du CCAG. Les parties au présent accord-cadre s'engagent, s'agissant de la collecte et/ou du traitement et de la communication de données à caractère personnel à respecter la réglementation légale applicable au traitement desdites données et notamment à respecter les dispositions de la loi Informatique et Liberté du 6 janvier 1978 modifiée, du RGPD (règlement européen n° 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données) et de la loi 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles modifiée par l'ordonnance n°2018-1125 du 12 décembre 2018.

Le titulaire après avoir pris connaissance des besoins de la Bpi s'engage fournir une prestation conforme aux principes dégagés par le RGPD ; en en prenant en compte les principes de protection des données par défaut et de minimisation des données traitées dès la conception. Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité appropriées pour garantir la confidentialité, l'intégrité des données personnelles confiées au titulaire ou à la Bpi. Le titulaire atteste qu'il dispose des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de proposer une prestation de service apportant un niveau de sécurité et de confidentialité adapté aux données personnelles traitées par la Bpi, ou auxquelles il pourrait avoir accès à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre.

Le respect par le titulaire de l'ensemble des mesures imposées par la réglementation protégeant les données personnelles, notamment au regard de l'accessibilité de la confidentialité, du droit de rectification, d'opposition, d'effacement, de portabilité et de sauvegarde des données personnelles est une des conditions essentielles ayant conduit à la conclusion du présent accord-cadre. La Bpi fait du respect des dites mesures une condition essentielle du maintien du présent accord-cadre, que le titulaire s'engage à respecter.

Avant leur mise en œuvre, le titulaire s'engage à signaler à la Bpi si les prestations objet du présent accord-cadre génèrent la collecte, le traitement ou la communication de données à caractère personnel de l'établissement. Dans ce cas, il sera fait application des stipulations mentionnées des paragraphes intitulés « Obligations du titulaire vis-à-vis du pouvoir adjudicateur » à « Documentation » inclus.

Par dérogation à l'article 5.2.2 du CCAG, en cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de se conformer aux modifications demandées par l'acheteur pour se conformer à la réglementation en vigueur.

Les nouvelles obligations s'imposent alors au titulaire sans qu'il soit signé un avenant à l'accord-cadre sauf en cas d'incidence financière avérée. Le titulaire devra informer le pouvoir adjudicateur lorsque la nouvelle réglementation aura été mise en œuvre pour l'accord-cadre.

#### 5.6 Connaissance des lieux : Accès aux locaux de l'acheteur

Le titulaire est réputé avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution de ses prestations, quant à la disposition des lieux et aux conditions d'accès.

L'application du plan Vigipirate en vigueur dans les locaux de l'acheteur, à savoir le bâtiment Lumière génère des contraintes particulières d'accès et de surveillance.

Le titulaire, sans supplément de prix s'engage à respecter et à faire respecter par son personnel, celui de ses sous-traitants et fournisseurs les directives qui lui seront communiquées par la Bpi ou les gestionnaires du bâtiment Lumière.

#### 5.7 Obligation d'assurance du titulaire

Le titulaire doit contracter les assurances auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire s'engage à régler toutes les primes pour que la Bpi puisse faire valoir ses droits en qualité de bénéficiaire. En tout état de cause, la franchise imposée par la compagnie d'assurance sera à la charge du titulaire.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment, durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur, et ce dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

S'agissant de la responsabilité du titulaire, les stipulations de l'article 8 du CCAG sont applicables

#### 5.8 Personnel du titulaire affecté à l'exécution des prestations

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement des compétences, du savoir-faire et de l'expérience des personnes désignées par le titulaire pour en assurer la conduite.

Le titulaire est responsable du personnel qu'il a désigné pour la réalisation des prestations objet du présent accord-cadre. Si pour une raison indépendante de leur volonté, tout ou partie du personnel désigné par le titulaire est dans l'impossibilité d'assurer lui-même la réalisation des prestations, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et pourvoit à leur remplacement afin que l'exécution des prestations ne s'en trouve ni compromise, ni altérée.

Pour toute prestation, le titulaire s'engage à procéder au remplacement d'une personne absente dans les plus brefs délais par une autre personne possédant, pour la prestation à assurer, une qualification et des compétences au moins équivalentes à celles de la personne initialement désignée par ses soins.

En aucun cas le remplacement du personnel ne peut justifier une augmentation du prix indiqué dans l'accord-cadre.

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de récuser ceux des personnels du titulaire qui s'avéreraient inadaptés à l'exécution des prestations en justifiant sa décision.

En cas de faute professionnelle, d'agissement susceptible de constituer une infraction (agression, harcèlement moral ou sexuel, vol ou tentative de vol, dégradation volontaire notamment) ou de manquement sérieux aux dispositions du règlement intérieur de la Bpi ou du Bâtiment Lumière applicables aux visiteurs ou aux personnels des fournisseurs de ces entités, l'acheteur peut exiger le départ immédiat du personnel concerné.

De même, le titulaire avertit sans délai la Bpi de tout agissement ou comportement des agents de l'acheteur envers les salariés du titulaire qui serait inadapté ou susceptible de porter atteinte à la bonne exécution des prestations.

#### 5.9 Suspension de l'exécution de l'accord-cadre

Dans l'hypothèse d'une fermeture de tout ou partie des locaux du Bâtiment Lumière ou de la Bpi, ainsi que pour toute cause indépendante de la volonté de celle-ci, notamment pour cause de grève du personnel de la Bpi, du Centre Pompidou ou de ses fournisseurs, catastrophe naturelle, inondation, menace grave d'attentat, mouvement social exceptionnel, fermeture administrative décidée par les pouvoirs publics, guerre, la Bpi peut suspendre temporairement l'exécution de l'accord-cadre jusqu'au rétablissement de son fonctionnement normal. Si la fermeture des locaux ou de la Bpi revêt un caractère inopiné, la suspension de l'exécution de l'accord-cadre peut intervenir sans préavis. Dans cette hypothèse, la Bpi accorde au titulaire une prolongation du délai d'exécution le cas échéant.

Au surplus, il est fait application de l'article 24.1 du CCAG.

#### Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édition par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements. A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par l'accord-cadre et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46 du CCAG.

#### 5.10 Force majeure

En cas de survenance d'un événement de force majeure, les obligations contractuelles affectées par cet événement sont suspendues pendant la durée effective de l'empêchement.

On entend par force majeure, pour l'exécution du présent contrat, tout acte ou événement imprévisible, irrésistible, hors du contrôle des parties et qui rend l'exécution du contrat pratiquement impossible, tel que catastrophe naturelle, incendie, explosion, guerre, insurrection, mobilisation, grève générale, tremblement de terre, mais non les actes ou événements qui rendraient seulement l'exécution d'une obligation plus difficile ou plus onéreuse pour son débiteur.

La partie évoquant un événement de force majeure doit le notifier à l'autre partie par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date. Lorsque l'évènement revêtant les caractéristiques d'un cas de force majeure prend fin, la partie concernée dispose d'une prolongation du délai d'exécution pour exécuter son obligation. Si le cas de force majeure est de nature définitive, la Bpi prononce la résiliation de l'accord-cadre ou du marché subséquent concerné.

#### 5.11 Insertion sociale :

Le présent accord-cadre n'impose pas au titulaire la réalisation d'une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

#### 5.12 Clause diversité et égalité

Le ministère de la Culture, autorité de tutelle de la Bibliothèque publique d'information, ayant obtenu le double label « Diversité » et « Egalité », souhaite mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'achats responsables.

Il s'engage à mettre en œuvre des procédures et des outils garantissant l'égalité de traitement des personnels dans ses procédures de gestion des ressources humaines. Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations sont engagées à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion RH.

Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, le ministère s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur. Compte tenu de ces orientations, il est demandé au titulaire de remplir le questionnaire élaboré par le ministère et fourni dans le dossier de consultation.

Le questionnaire renseigné est transmis à l'acheteur dans les quinze jours suivant la date de notification du marché au titulaire.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à actualiser ce questionnaire à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, ou un mois avant l'échéance de l'accord-cadre. Le représentant de l'acheteur compare la situation décrite à celle présentée initialement.

Le suivi de cette clause est réalisé par le représentant de l'acheteur qui s'assure principalement de son effectivité et de son actualisation par le titulaire.

#### 5.13 : Clause environnementale :

Le titulaire décrit dans son mémoire technique les mesures prises par ses soins pour respecter les obligations environnementales sur lesquelles il s'engage pour l'exécution du marché au long du cycle de vie des prestations ou fournitures objet du marché, étant rappelé que le cycle de vie est défini à l'article L. 2112-3 du code de la commande publique comme « *l'ensemble des étapes successives ou interdépendantes, y compris la recherche et le développement à réaliser, la production, la commercialisation et ses conditions, le transport, l'utilisation et la maintenance, tout au long de la vie du produit, de l'ouvrage ou du service, depuis l'acquisition des matières premières ou la production des ressources jusqu'à l'élimination, la remise en état et la fin de l'utilisation du produit, de l'ouvrage ou la fin du service* ».

Conformément à l'article 16.2.3 du CCAG, en cas de non-respect des obligations prévues au présent article, et des mesures énoncées dans son mémoire technique, le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement, constaté, après mise en demeure restée infructueuse avec un délai de quinze jours, une pénalité de 100 €.

#### 5.14 Prestations supplémentaires ou modificatives :

Il est fait application des dispositions de l'article 23 du CCAG.

#### 5.15 Prolongation du délai d'exécution

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution de l'accord-cadre ou des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

#### 5.16 Interruption de l'exécution des prestations d'un bon de commande

Par ordre de service, la Bpi peut décider l'interruption définitive de tout ou partie des prestations d'un bon de commande, notamment lorsque suite à une décision de réabonnement, les tarifs applicables sans qu'ils aient été communiqués avant la décision de réabonnement par le titulaire dépassent de 10% le montant de l'abonnement précédent.

S'agissant d'une mesure d'exécution du contrat susceptible néanmoins de causer un préjudice au titulaire, la Bpi règle à titre d'indemnité et ce à l'exclusion de toute autre dédommagement une indemnité de 5 % du montant de la rémunération de l'acheteur pour les prestations commandées, non exécutées afférentes au bon de commande concerné. Le décompte de liquidation du bon de commande comportera, sous réserve de la production des justificatifs afférents.

Au débit du titulaire :

- le montant des sommes versées à titre d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde ;
- le montant des pénalités.

Au crédit du titulaire :

- la valeur contractuelle des prestations admises, y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires,
- la valeur des prestations supplémentaires fournies éventuellement à la demande de la Bpi,
- Les dépenses engagées par le titulaire en vue de l'exécution des prestations qui n'ont pas été fournies à la Bpi, dans la mesure où ces dépenses n'ont pas été amorties antérieurement ou ne peuvent pas l'être ultérieurement, à savoir :
  - le coût de la fraction de l'abonnement non souscrit par la Bpi dans la mesure où il ne peut faire l'objet d'un remboursement à l'acheteur de la part de l'éditeur du périodique ;
  - les autres frais du titulaire se rapportant directement à la fraction de l'abonnement non souscrit par la Bpi et fixé au bon de commande,
  - Les dépenses de personnel dont le titulaire apporte la preuve qu'elles résultent directement et nécessairement de l'interruption du bon de commande,
  - l'indemnité précitée de 5 %.

#### 5.16 Dérogations au monopole contractuel du titulaire de l'accord cadre

Pour des besoins occasionnels de faible montant, l'acheteur peut s'adresser à un prestataire autre que le titulaire de l'accord-cadre, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas annuellement pour les lots N°1 à N°3 : 2 000,00 € HT et 500,00 € HT pour le lot N°4.

De même sans limitation de montant annuel, l'acheteur peut s'adresser à un prestataire autre que le titulaire de l'accord-cadre et en particulier l'éditeur du périodique pour souscrire des abonnements que le titulaire, sollicité préalablement a déclaré ne pouvoir servir ou n'a pas répondu à la demande de la Bpi passé un délai de trente (30) jours à compter de la demande de la Bpi.

### **ARTICLE 6 : MODALITES FINANCIERES**

L'euro est la monnaie de compte de l'accord-cadre.

#### 6.1 - Contenu et caractère des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés complets et franco de port. Ils intègrent tous les frais, fournitures et prestations nécessaires aux reprises ou renouvellements d'abonnements, et à la souscription de nouveaux. Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

## 6.2 – Remise / Commission - Variation des prix

Les taux de remise et les frais de commission sont fermes pour toute la durée de l'accord-cadre. Ils sont appliqués sur les tarifs éditeurs HT.

Les conditions tarifaires des éditeurs sur lesquelles est pratiqué le taux de remise sont celles en vigueur à la date de l'émission du bon de commande.

Les frais de commissions correspondent à un pourcentage sur les tarifs éditeurs des frais de services et de prestations payés par la Bpi.

Ces taux intègrent la remise obtenue par le titulaire auprès des éditeurs et les frais de gestion pour la rétribution des prestations du titulaire comprenant la rémunération de ce dernier, les frais de gestion et de service nécessaires à l'exécution de la prestation, les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison.

Les prix de règlement de l'accord-cadre sont révisables sur la base des prix publics éditeurs HT. Ils sont calculés sur la base des prix publics HT des éditeurs et affectés du taux de remise ou des frais de commission fixés à l'annexe à l'acte d'engagement, auquel sera ajoutée la TVA.

Dès que le titulaire a connaissance d'une augmentation de prix d'un abonnement supérieure à 10 % du tarif de la commande, il doit le signaler immédiatement au service acquéreur de la Bpi qui se réserve le droit de procéder à l'annulation de la commande du titre concerné. Dans les autres cas, le titulaire communique les nouveaux tarifs publics éditeurs des abonnements souscrits par la Bpi au moins 15 jours calendaires avant leur entrée en vigueur.

La Bpi se réserve le droit de demander tous les justificatifs de prix qu'elle jugera nécessaires dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la facture. Cette demande est suspensive des délais de paiement.

Le titulaire s'engage à fournir tous les documents demandés pour tous les moyens de preuve (tarifs, barème, copie de lettre, circulaires, factures ou catalogues reçus des éditeurs ou distributeurs,...).

## 6.3 Taux de change

Les tarifs des abonnements étrangers sont calculés sur la base des prix publics HT de souscription appliqués par les éditeurs étrangers, convertis en euros, selon un cours moyen, dit taux de chancellerie dont le taux change deux fois par mois, en vigueur lors du paiement par le titulaire et affectés du taux de remise ou des frais de commission fixés à l'annexe à l'acte d'engagement, auquel sera ajoutée, le cas échéant, la TVA française. Sur simple demande de la Bpi, le titulaire est tenu de communiquer à celle-ci les conditions générales des éditeurs utilisées pour établir les prix des prestations.

## 6.4 Montant des prestations

Les montants de cet accord-cadre sont fixés à :

**Lot N°1** : Périodiques imprimés, publiés en France destinés au public et relevant de la presse d'actualité et d'opinion généraliste.

Minimum annuel : 00,00 euros HT  
Maximum annuel : 40 000,00 euros HT

**Lot N°2** : Périodiques imprimés spécialisés, publiés en France et destinés au public, à l'exclusion des titres de presse généralistes.

Minimum annuel : 00,00 euros HT  
Maximum annuel : 160 000,00 euros HT

**Lot N°3** : Périodiques imprimés, publiés à l'étranger destinés et destinés au public.

Minimum annuel : 00,00 euros HT

Maximum annuel : 70 000,00 euros HT

**Lot N°4** : Périodiques publiés en France ou à l'étranger à destination des services internes de la bibliothèque

Minimum annuel : 00,00 euros HT

Maximum annuel : 13 000,00 euros HT

Le titulaire ne peut formuler de réclamation au motif que le montant maximum de l'accord-cadre n'est pas atteint.

#### 6.5 Modalités de règlement

- Avance

Conformément à l'article R2191-16 du code de la commande publique, l'avance est versée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000,00 € HT. Son taux est fixé à 30%, elle est remboursée par précompte sur les sommes dues à titre de paiement partiel définitif ou de solde du bon de commande concerné. Il débute quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande. Le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire. Il est achevé au moment du paiement du solde.

- Paie ment

Les règlements des bons de commandes sont effectués sous forme d'acomptes ou de paiements partiels définitifs sur présentation d'une facture au nom de la Bibliothèque publique d'information. Pour les périodiques relevant d'une commande d'abonnement, le règlement annuel de ceux-ci intervient de manière provisionnelle à la notification de la commande de l'abonnement. En cas de commande de numéros isolés de périodiques, le paiement intervient à la livraison du/des numéros dans les locaux de la Bpi, après vérification du service fait.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG FCS.

Conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture ou de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le défaut de paiement dans le délai susvisé fait courir de plein droit et sans autres formalités des intérêts moratoires au profit du titulaire, au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de huit points.

Le titulaire bénéficie dans les mêmes conditions de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros.

Les paiements sont effectués au compte ouvert au nom du titulaire, tel qu'il figure dans le cadre B de l'acte d'engagement.

Le comptable assignataire chargé des paiements est l'agent comptable de la Bpi.

- Etablissement des factures

Les factures afférentes au paiement comporteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro et la date de l'accord-cadre,
- le numéro et la date du bon de commande,
- le nom et l'adresse du titulaire, son numéro Siret
- le numéro individuel d'identification du titulaire à la TVA
- le numéro de compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- le montant hors TVA de la prestation exécutée et le montant TTC,
- le taux et le montant de la TVA.
- la prestation réalisée,
- pour chaque titre :
  - les références bibliographiques (titre, ISSN, ...) ;
  - la période d'abonnement concernée, ou la mention du numéro ou du hors-série s'il s'agit d'une commande de numéro isolé ;
  - la périodicité ;
  - la référence du numéro d'abonnement pour l'année en cours ;
  - le cas échéant, l'indication des volumes facturés ;
  - le prix éditeur HT en euros ;
  - les frais de gestion ou le taux de remise appliqué par le titulaire sur le prix éditeur HT ;
  - le prix de l'abonnement HT après application des frais de gestion ou du taux de remise ;
  - le cas échéant, le taux de TVA applicable ;
  - le total TTC en euros.

- Contrôle des factures par le service Périodiques

Le service des Périodiques de la Bpi et les services compétents de l'établissement contrôlent la conformité des factures reçues.

En cas de non-conformité, le pouvoir adjudicateur suspend les délais de paiement et demande notamment à faire procéder après la date de réception de la facture :

- à la rectification de la facture conformément aux documents contractuels en cas d'application erronée de la remise ou du coefficient et au renvoi d'une nouvelle facture,
- à la demande de justificatif de tarifs,
- à la demande d'avoir pour annuler une partie de la facture.

Les délais de paiement reprennent à nouveau à partir de la date de réception du ou des documents réclamés.

- Envoi de la demande de paiement : Facturation électronique

Conformément aux articles L.2192-1 et suivants du Code de la commande publique, les bénéficiaires d'une commande publique doivent transmettre obligatoirement leurs factures sous forme électronique.

L'émission et la transmission des factures sont effectuées selon les dispositions de l'article D.2192-1 et suivants et de l'article R. 2192-3 du Code de la commande publique.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue au moyen d'une solution mutualisée dénommée « Chorus Pro » dont le fonctionnement est régi par l'arrêté et le décret précités. Les modalités principales de transmission des factures sont rappelées ci-après.

1. un mode «*flux*» correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information de l'émetteur ou de son tiers de télétransmission et Chorus Pro ;
2. un mode «*portail*», nécessitant de la part de l'émetteur :
  - a) Soit la saisie manuelle des éléments de facturation,
  - b) Soit le dépôt de sa facture dématérialisée dans un format autorisé ;
3. un mode «*service*», nécessitant de la part de l'émetteur l'implémentation dans son système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

L'utilisation par l'émetteur de l'un de ces modes de transmission n'exclut pas le recours à un autre de ces modes dans le cadre de l'exécution d'un même contrat ou d'un autre contrat.

La transmission de factures par les émetteurs en mode «flux» s'effectue conformément à l'un des protocoles suivants : SFTP, PES-IT et AS/2, avec chiffrement TLS.

**Pour la transmission des factures via ChorusPro, le titulaire utilisera l'identifiant Bpi 18004309300038 – Service 702 Périodiques.**

#### 6.6. Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire. Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du code de la commande publique ;

Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;

Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

#### **ARTICLE 7 : PENALITES**

Le paiement des pénalités de retard ou d'indisponibilité n'emporte pas réparation du préjudice subi par l'acheteur du fait du retard.

L'acheteur se réserve le droit de réclamer des dommages et intérêts du fait du préjudice subi et de résilier l'accord-cadre conformément à ses stipulations.

Une fois le montant des pénalités de retard ou d'indisponibilité et de non-respect de la garantie du délai d'intervention déterminé, la formule de variation prévue au présent accord-cadre leur est appliquée.

Le titulaire est exonéré des pénalités de retard ou d'indisponibilité et de non-respect de la garantie du délai d'intervention dont le montant total ne dépasse pas 300 euros (HT) pour l'ensemble de l'accord-cadre.

##### 7.1 Pénalités de retard

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités sont appliquées dès le premier euro.

Conformément à 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du bon de commande concerné.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS les pénalités de retard calculées de la manière suivante

En cas de non transmission par le titulaire de l'état complet des abonnements dans le délai fixé au CCTP, une pénalité de 15 euros HT sera infligée au titulaire par jour de retard à compter de la réclamation émise par la Bpi.

En cas d'inaction du titulaire pour remédier à l'interruption de la livraison auprès de l'éditeur pendant plus de 7 jours calendaires, une pénalité de 3 euros HT sera infligée au titulaire par jour de retard et par titre de périodique à compter de la réclamation émise par la Bpi.

En cas de non souscription des abonnements, qu'il s'agisse d'un renouvellement ou d'un nouvel abonnement dans le délai, une pénalité de 3 euros HT sera infligée au titulaire par jour de retard et par titre de périodique à compter de l'expiration dudit délai.

Le montant des pénalités est, dans la mesure du possible, prélevé par précompte sur les sommes dues au titulaire. S'il ne peut être précompté, il donne lieu à l'émission d'un ordre de recette.

## 7.2 Pénalités travail dissimulé

Si dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L.8222-6 du code du travail, un agent de contrôle signale à la Bpi que le cocontractant ne s'acquitte pas des formalités mentionnées à l'article L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, la Bpi doit adresser une mise en demeure au cocontractant par tout moyen écrit permettant d'en déterminer la date et d'en assurer la réception, lui enjoignant de faire cesser cette situation et d'en apporter la preuve.

Le cocontractant ainsi mis en demeure apporte à la Bpi, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques du cocontractant.

## **ARTICLE 8 - RETENUE DE GARANTIE**

Le présent accord-cadre ne prévoit pas de retenue de garantie.

## **ARTICLE 9 - NANTISSEMENT CESSIION**

Le titulaire est admis au bénéfice du nantissement et de la cession. Le certificat de cessibilité en vue du nantissement ou de la cession de créances sera délivré sans frais par la directrice de la Bpi.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191-60 du code de la commande publique est la directrice de la Bpi.

## **ARTICLE 10 - RESILIATION**

Le chapitre 7 du CCAG FCS est applicable.

### 10.1 Difficultés d'exécution du marché

Il est précisé que lorsque dans les conditions de l'article 40.1 du CCAG, l'acheteur résilie tout ou partie de l'accord-cadre au motif de difficultés techniques particulières d'exécution ou en raison d'un événement ayant le caractère de force majeure, le titulaire n'a droit à aucune indemnité.

### 11.2 Résiliation pour faute

La Bpi peut résilier tout ou partie de l'accord-cadre sans que le titulaire ne puisse prétendre au versement d'indemnités, en cas de défaut d'exécution de l'accord-cadre caractérisé notamment par l'inexécution par ce dernier de ses obligations.

Sauf dans les cas prévus aux i, m et n du 41.1 du CCAG, cette résiliation ne peut intervenir qu'après l'émission d'une mise en demeure par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, avec un délai d'exécution précisé par l'acheteur, puis restée infructueuse et dans laquelle celui-ci informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Après signature de l'accord-cadre, en cas d'omission des déclarations lui incombant en matière fiscale ou sociale ou si le titulaire n'a pas acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles ou refusé de produire les pièces prévues aux articles R 324-4 ou R 324-7 du code du travail, l'accord-cadre est résilié pour faute du titulaire.

Toutefois, si le titulaire est exclu de la procédure de passation des marchés publics en application des articles L2141-1 à L 2141-5 du code de la commande publique, la décision de résiliation intervient sans mise en demeure après que le titulaire ait été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision ou, à défaut d'une autre date, à la date de notification de cette décision.

Dans les cas prévus à l'article 45 du CCAG, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation prononcée pour faute du titulaire.

Dans cette hypothèse, le titulaire doit fournir à l'acheteur les informations et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'accord-cadre résilié et qui seraient nécessaires à la bonne fin des prestations.

En cas de résiliation pour faute, les conséquences pécuniaires de celle-ci, en particulier dans l'hypothèse d'une exécution des prestations prévues par l'accord-cadre par un tiers aux frais et risques du titulaire, sont à la charge de celui-ci. La décision de résiliation mentionne le cas échéant le choix de la Bpi de recourir à une exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

#### **ARTICLE 11 : CLAUSE DE REEXAMEN / AVENANT**

En tant que de besoin, outre les hypothèses prévues dans le présent accord-cadre, telles que notamment l'évolution annuelle de l'état complet des abonnements, chacune des parties peut demander le réexamen des conditions du contrat annuellement par tout moyen à l'autre partie.

Le réexamen peut porter en particulier sur une évolution technique, l'acquisition de périodiques électroniques et numériques, une modification du taux de remise ou de commission en cas d'évolution notable du modèle économique des opérateurs économiques du secteur concerné ou d'imprévision.

Le réexamen peut porter également sur le changement de titulaire en cas notamment de fusion, cession, absorption du cocontractant de l'acheteur ; en cas de groupement sur l'ajout d'un cotraitant suite à la défaillance d'un membre du groupement.

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance. Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre. Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix de l'accord-cadre.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées dans l'avenant conclu en application du présent article.

## **ARTICLE 12 : LEGISLATION APPLICABLE / LITIGES**

Le présent accord-cadre est soumis aux lois et règlements français, à l'exception des règles de conflit de loi qui pourraient avoir pour effet de renvoyer, pour la résolution matérielle du litige à une autre législation. Pour toute contestation survenant sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat et qui ne pourrait être réglée à l'amiable, sans préjudice de la faculté de la Bpi d'émettre un titre exécutoire, attribution est faite à la juridiction administrative territorialement compétente.

## **ARTICLE 13 : DEROGATIONS AU CCAG**

Article 2 du CCAP, dérogation à l'article 4.1 du CCAG.

Article 5.3 du CCAP, dérogation à l'article 7.2 du CCAG FCS.

Article 5.5 du CCAP, dérogation à l'article 5.2.2 du CCAG FCS.

Article 7.1 du CCAP, dérogation à l'article 14 du CCAG FCS.